

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 09 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

14/16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : UD35/2025-468
Code AIOT : 0005502783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté LD MONTLOUIS 35150 Janze. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- LD MONTLOUIS 35150 Janze
- Code AIOT : 0005502783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Montlouis est une carrière de roches massives située à Janzé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
7	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 4	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 1
2	Production	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.4
3	Plan	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2.1
4	Profondeur de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5
5	Commission Locale de Concertation et de Suivi du site	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.10
8	Remise en état - Phasage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 6
9	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 8
10	Remblaiement - accueil des inertes	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 9
11	Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.7
12	Tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.10

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'un des enjeux de la carrière est l'impact sur le milieu aquatique. L'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière prévoit des fréquences de suivi et des valeurs limites pour les eaux superficielles.

Aujourd'hui, le rejet d'eaux de la carrière n'est pas conforme à cet arrêté sur ces deux points (suivi et valeurs limites). L'exploitant a déposé un porter à connaissance en 2023 pour demander des modifications. Les documents déposés ne permettent pas à l'inspection des installations classées de conclure sur la modification des valeurs limites.

Il est donc demandé à l'exploitant de mettre à jour son étude d'acceptabilité, notamment au regard de l'étude régionale en cours.

Les fréquences de suivi doivent respecter celles prescrites par l'arrêté préfectoral. L'allègement des fréquences de suivi prévu par l'arrêté préfectoral de 2020 n'est pas acceptable au point de rejet au regard des dépassements et variations relevés. Au niveau du suivi du milieu, il est toutefois proposé d'alléger la fréquence du suivi en passant de mesures mensuelles à trimestrielles, ce qui sera suffisant pour alimenter l'actualisation de l'étude d'acceptabilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, rubriques
Prescription contrôlée : ICPE 2510-1 Exploitation de carrières Production annuelle maximale : 800 000 t. Autorisation 2515-1 Puissance maximale installation fixe : 1800 kW. Autorisation 2517-1 Environ 45 900 m ² Enregistrement 2720-2 Quantité déjà stockée en m ³ : 1000 m ³ de boues humides soit 500 m ³ de boues sèches environ. Quantité totale estimée sur la durée de l'exploitation : 10 000 m ³ de boues humides. Autorisation 1435-3 volume annuel équivalent 600 m ³ de GNR. Déclaration contrôlée 4734-1 Capacité totale de stockage : 1 cuve enterrée de GNR : 34 t. Total 43 t. Non classé 4734-2 Capacité totale de stockage : 2 cuves de GNR : 2x2 t. Total 4 t. Non classé 2920 puissance inférieure à 50 kW. Non classé 2930 surface de l'atelier 390 m ² . Non classé IOTA 2.2.1.0. Débit maximal de rejet mesuré 73,8 m ³ /h soit 1771 m ³ /j. Débit moyen annuel du ruisseau de Merquelande au droit de la carrière de Montlouis estimé au prorata de la surface du bassin versant à 165,4 l/s soit environ 14 290 m ³ /j. Le débit de rejet représente donc environ 12,4 % du module moyen du ruisseau de Merquelande. Déclaration 2.2.3.0. Concentrations maximales autorisées au rejet par l'Arrêté du 21 janvier 2009 modifié : MEST : 35 mg/l, DCO : 125 mg/l, hydrocarbures : 10 mg/l, métaux (Fe + Al) < 5 mg/l. Flux maximal supérieur au R2 défini par l'arrêté du 09/08/2006 : DCO : 125 mg/l * 1771 m ³ /j = 221 kg/j (R2 = 120 kg/j) Hydrocarbures : 10 mg/l * 1771 m ³ /j = 17,7 kg/j (R2 = 0,5 kg/j) Métaux (Fe + Al) < 5 mg/l * 1771 m ³ /j = 8855 g/j (R2 = 125 g/j). Autorisation 2.2.4.0. Apport maximal journaliser en sels dissous : Chlorures : 258 mg/l * 1771 m ³ /j = 0,457 t/jour Fluorures : 0,375 mg/l * 1771 m ³ /j =< 0,001 t/jour Sulfates : 600 mg/l * 1771 m ³ /j = 1,063 t/jour Soit au total au maximum : 2t/jour. Déclaration
Constats : L'exploitant indique avoir mis à jour les rubriques en vigueur dans le porter à connaissance déposé en 2023 : la rubrique 2515-1-a est soumise à enregistrement, la rubrique 2920 n'existe plus et la rubrique 1435-2 a été modifiée sans modification du régime. Ces modifications seront actées dans le prochain APC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Production annuelle
Prescription contrôlée : La production maximale de matériau extrait du gisement, calculée sur une période d'un an, est limitée à 800 000 tonnes.
Constats : L'exploitant a déclaré sa production via GEREP. En 2024, elle s'élève à 425 106 tonnes en extraction, 17 000 tonnes en recyclage et 179 000 tonnes en acceptation de matériaux inertes, soit des quantités inférieures à la production maximale autorisée. Pour 2025, jusqu'à fin octobre, l'exploitant indique une extraction de 378 000 tonnes, un recyclage de 16 000 tonnes et un accueil d'inertes de 156 400 tonnes. L'exploitant indique qu'une actualisation du gisement est en cours. L'extraction devrait se terminer dans environ 4 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords, dans un rayon de 50 mètres ; les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ; les bords de la fouille ; la position des stocks; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; le réseau de circulation des eaux; les zones remises en état. Ce plan permet également d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets inertes utilisés dans le cadre du remblaiement de la carrière.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan mis à jour le 4 juillet 2025, il comprenait les éléments nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Profondeur de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Profondeur de l'extraction
Prescription contrôlée : Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à 25 m NGF, soit une profondeur maximale de 85 mètres par rapport au niveau des terrains naturels.
Constats : Sur le plan du 4 juillet 2025 présenté en inspection, la cote la plus basse indiquée est de 35,70 m NGF, soit une cote supérieure à celle prévue par l'autorisation. L'exploitant indique qu'il reste un front de 10 m à ouvrir en profondeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Commission Locale de Concertation et de Suivi du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.10
Thème(s) : Risques chroniques, Commission Locale de Concertation et de Suivi du site
Prescription contrôlée : À l'initiative de l'exploitant, une Commission Locale de Concertation et de Suivi du site est instituée. Cette commission se réunit, à l'initiative de l'exploitant, une fois par an et peut se réunir sur la demande d'un des membres de cette commission. Sa composition est au minimum : <ul style="list-style-type: none">. un représentant de l'industriel exploitant,. des représentants des élus locaux,. des représentants des riverains et des associations locales,. des représentants des propriétaires des terrains,. un représentant de la DREAL/UT35. La commission a pour objectifs d'assurer un échange d'informations continu et objectif entre ses participants. La fréquence de la tenue des commissions pourra être revue par l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que les deux dernières réunions ont eu lieu les 5 novembre 2024 et 14 novembre 2025. La liste des présents de la dernière réunion a été présentée lors de l'inspection. Les mairies de Janzé et la Couyère, les riverains et les associations y étaient représentés. La production annuelle, les suivis eaux, poussières et bruits et la chasse y ont été abordés. L'exploitant précise qu'une présentation aux élus a eu lieu en avril 2025, à l'occasion de conseils municipaux, suivie d'une visite sur site en septembre 2025. Une vingtaine d'élus de Janzé et La Couyère étaient présents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux superficielles – fréquence
Prescription contrôlée : Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.6.3 est réalisé par l'exploitant dans les conditions suivantes : Article 4.6.4 - Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.6.3. est réalisé par l'exploitant dans les conditions suivantes : Rejet (Sortie du bassin après traitement à la chaux) : <ul style="list-style-type: none">- Débit : Continu- pH : Quotidien- MES, Fe, Al : mensuelle- T°C, Conductivité, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures et sulfates : Mensuelle*- DCO, hydrocarbures : Annuelle Ruisseau de Merquelande (Amont et aval du point de rejet) : <ul style="list-style-type: none">- Couleur, pH, O2, DCO, MES, Ammonium, Conductivité, Fe, Al, hydrocarbures : Semestrielle- As Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures et sulfates : Mensuelle*- Indice biologique diatomée : Annuelle en condition représentative (en période d'étiage et de Rejet) *Les analyses des métaux seront réalisées mensuellement pendant 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Si les résultats montrent l'absence de ces métaux dans les eaux durant cette période, la périodicité de ces analyses sera augmentée trimestriellement pendant 1 an, puis si l'absence est toujours avérée la périodicité deviendra semestrielle. Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement. En cas de variations significatives des valeurs des paramètres, une étude devra en déterminer les causes et en mesurer l'impact. Les résultats sont à transmettre à l'Inspection des Installations Classées tous les trimestres. L'ensemble des relevés et conclusions sont communiqués lors de la commission de suivi visée à l'article 1.10.
Constats : L'exploitant a déposé en 2023 un porter à connaissance portant notamment sur la modification des fréquences de suivi des eaux superficielles et des valeurs limites de rejets. Concernant la fréquence des suivis, ceux-ci ne sont pas réalisés à la fréquence prévue par l'arrêté préfectoral. Il est rappelé à l'exploitant que les modifications de fréquences demandées dans le PAC déposé en 2023 n'ont pas été actées. Les suivis des métaux avaient pour but d'alimenter la connaissance du milieu par l'exploitant dans le but de mettre à jour l'étude d'acceptabilité. Il est proposé de modifier les fréquences du suivi comme suit : Au rejet : <ul style="list-style-type: none">- débit : continu- pH : quotidien- MES, Fe, Al : mensuel- température, conductivité, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures

<p>et sulfates : mensuel</p> <p>- DCO, hydrocarbures : annuel</p> <p>A l'amont et à l'aval :</p> <p>- couleur, pH, O2, DCO, MES, ammonium, conductivité, Fe, Al, hydrocarbures : semestriel</p> <p>- As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures et sulfates : trimestriel (dont 2 fois par an à l'étiage)</p> <p>- IBD : annuel</p> <p>En parallèle, l'exploitant doit mettre à jour son étude d'acceptabilité transmise en 2023 avec les dernières mesures et au regard des résultats de l'étude régionale.</p> <p>L'exploitant indique avoir perdu les données entre juillet et octobre 2025 suite au changement de la carte mémoire. L'enregistrement a repris en novembre 2025.</p> <p>Concernant l'IBD, les résultats présentés en inspection montrent une amélioration de l'état amont, qui est passé de moyen jusqu'en 2023 à bon en 2024 et 2025. A l'inverse, à l'aval, l'état moyen jusqu'en 2023 est passé à médiocre en 2024 et moyen en 2025.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées une étude afin de déterminer les causes et les impacts de cette dégradation, comme prévu à l'article 4.6.4 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2009 (article modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2020).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant doit poursuivre les suivis du rejet d'eaux de la carrière, aux fréquences indiquées ci-dessus.</p> <p>> L'exploitant doit mettre à jour son étude d'acceptabilité transmise en 2023 avec les dernières mesures et au regard des résultats de l'étude régionale et la transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois suivant la parution de l'étude régionale. L'inspection des installations classées procédera à l'instruction du porter à connaissance après transmission de cette étude d'acceptabilité mise à jour.</p> <p>> L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées une étude afin de déterminer les causes et les impacts de la dégradation de l'IBD entre l'amont et l'aval, comme prévu à l'article 4.6.4 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2009 (article modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2020).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 7 : Suivi des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux superficielles – valeurs limites
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent à tout moment les prescriptions suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5, température < 30 °C, MEST < 35 mg/l, hydrocarbures < 10 mg/l, DCO < 125 mg/l, métaux (Fe + Al) < 5 mg/l Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur 24h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Concentration maximale admissible au rejet : As 0,83 g/l, Ba 60,8 g/l, Cr 3,5 g/l, Hg 0,07 g/l, Mo 6,8 g/l, Pb 1,2 g/l, Sb 0,6 µg/l, Se 1 µg/l, Fluorures 375 µg/l, Chlorures 258 mg/l, sulfates 600 mg/l, Cd 0,08 µg/l, Cu 1 µg/l, Ni 4 µg/l, Zn 7,8 µg/l Un suivi mensuel des paramètres suivants est réalisé par un organisme agréé en amont et en aval du rejet : As, Ba, Cr, Hg, Mo, Pb, Sb, Se, Fluorures, Chlorures, Sulfates, Cd, Cu, Ni, Zn
Constats : L'exploitant a transmis les dernières mesures réalisées sur le rejet d'eaux de la carrière. Les valeurs mesurées ne respectent pas les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 13/01/2020. Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'exploitant a transmis un porter à connaissance proposant la mise à jour de ces valeurs limites et des fréquences de suivi. Cependant, l'étude d'acceptabilité transmise ne permet pas l'instruction de ces demandes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit mettre à jour son étude d'acceptabilité transmise en 2023 avec les dernières mesures et au regard des résultats de l'étude régionale et la transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois suivant la parution de l'étude régionale. L'inspection des installations classées procédera à l'instruction du porter à connaissance après transmission de cette étude d'acceptabilité mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Remise en état - Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état - Phasage
Prescription contrôlée : 5.1.2 La remise en état du site se traduit par un remblayage total des excavations Est et Ouest, par des déchets inertes provenant de chantiers locaux, conformément à ce qui est prévu dans le dossier de demande d'autorisation et au dossier modificatif du 3 janvier 2014.
Constats : L'exploitant indique que le remblayage est en cours. L'exploitant prévoit un remblayage total comme prévu par l'autorisation mais il n'aura pas fini avant l'échéance de l'arrêté (2039). Un dossier sera à prévoir pour terminer le remblayage après cette échéance. La transformation du site en installation de stockage de déchets inertes doit être envisagée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : 5.3 Dispositions particulières de la remise en état Cette remise en état comprend notamment les travaux ci après conformément aux plans annexés au présent arrêté: Les lisières en périphérie : <ul style="list-style-type: none">- lisière de la plate-forme de stockage des stériles* conservation de boisements en lisière Est,* plantation d'une haie arborée Le long de la RD 163,* végétalisation des flancs des plates-formes. <ul style="list-style-type: none">- lisière du site (merlon Nord, bordure VC 23)* végétalisation des talus et merlons en périphérie,* plantation arborée le long de la VC 23. Les fronts d'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- _ talutage selon un angle compatible avec leurs stabilités.- végétalisation de la partie supérieure de la faille. Le remblaiement : dans un premier temps (début de la phase 2), les déchets inertes continueront d'être stockés sur la zone de remblais actuelle afin de permettre d'ouvrir le palier à 25 m NGF avant le début du remblaiement. <ul style="list-style-type: none">- l'excavation est remblayée totalement jusqu'à la cote 102 m NGF.- les déchets utilisés sont des déchets inertes issus des chantiers locaux.- La zone remblayée est recouverte de terre végétale et remise en état agricole.- La zone de stockage des boues identifiée aux plans en annexe ne doit pas faire l'objet d'une utilisation agricole.
Constats : Comme indiqué au point précédent, l'exploitant indique que le principe de remise en état par un remblayage total reste d'actualité. Les dispositions relatives à la remise en état prévues par l'arrêté préfectoral devront être affinées, notamment concernant la cote de remblayage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant devra reprendre contact avec l'inspection des installations classées en fin d'exploitation dès que les modifications seront connues, pour déposer un dossier de demande de modification des conditions de remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement - accueil des inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.4.6 - Conditions d'admissibilité des déchets inertes en remblaiement</p> <p>5.4.6.1 - stabilité du remblayage</p> <p>Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les valeurs moyennes du sous-sol de la carrière ont été mesurées en 2015 et figurent au dossier du 5/12/18 modifié le 22/10/19 déposé à l'appui de la présente demande.</p> <p>5.4.6.2 - Apports extérieurs</p> <p>Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux autorisés ci-dessous. Lorsque les matériaux extérieurs sont des déchets, seuls les déchets visés ci-dessous peuvent être admis dans l'installation. Les déchets dangereux, en particulier les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, ne sont pas admis dans l'installation.</p> <p>5.4.6.3 - Bordereau de suivi</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.</p> <p>5.4.6.4 - Registre</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>5.4.6.5 - Nature des déchets</p> <p>Les déchets figurant sur les paragraphes 1 et 2 ci-dessous peuvent être utilisés pour le remblaiement de la carrière</p> <p>1- Liste des déchets inertes autorisés sur le site de Montlouis (annexe II R541-8 du code de l'environnement)</p> <p>voir tableau de l'arrêté</p> <p>Les déchets inertes comme la terre végétale et de la tourbe sont interdits (valorisation). Les déchets inertes contenant de l'amiante, les terres et pierres provenant de sites contaminés sont interdits sur ce site. Les déchets bitumineux sont admissibles après vérification par test assurant l'absence de goudron.</p> <p>2- Conditions d'acceptation des déblais dits « K3+ ».</p> <p>L'acceptation des déblais dits « K3+ » est possible sous réserve de se conformer au dossier déposé le 5 décembre 2018, complété le 22 octobre 2019.</p> <p>Notamment l'acceptation d'un déblai « K3+ » ne peut se faire que pour les 11 paramètres suivants As, Ba, Cr, Hg, Mo, Pb, Sb, Se, chlorures, fluorures et sulfates sous conditions qu'ils aient fait l'objet d'un document d'acceptation préalable (DAP). Ce DAP prévoit les analyses réalisées par le producteur de déchet avant leur admission sur le site, leur fréquence de réalisation et leur représentativité du déchet à accueillir. Ce DAP prévoit les mesures prévues en vue de garantir le respect des critères ci-dessous. L'exploitant de la carrière tient à disposition de l'inspection des</p>

installations classées les analyses permettant de garantir la bonne application de ces dispositions. Voir tableau paramètres à analyser
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation des déchets lors de l'inspection. La procédure a été modifiée à la marge en 2025 pour une uniformisation nationale au niveau du groupe.</p> <p>La procédure a été vue en papier au niveau de la bascule, avec signature d'une partie du personnel.</p> <p>L'agent de bascule a présenté la procédure et des exemples de bordereaux d'acceptation et de refus. Les refus ne sont enregistrés que lorsqu'une demande d'acceptation préalable (DAP) a été enregistrée.</p> <p>En revanche, les cas de refus pour absence de DAP ne sont pas consignés.</p> <p>Concernant les prélèvements, l'exploitant indique qu'ils sont réalisés chaque trimestre, ainsi qu'en cas de doute.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la signature de la procédure par l'ensemble du personnel concerné.</p> <p>> Il est demandé à l'exploitant de consigner les cas de refus pour absence de DAP dans son registre, au même titre que les autres refus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : <p>4.7.1- L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>4.7.2- Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant Émergence sonore dans les zones à émergence admissible de 07h à réglementée 'incluant fe bruit de 22h Émergence sonore admissible de 22h à 7h l'établissement Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) . +6 dB(A) +4 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) +5 dB(A) + 3 dB(A)</p> <p>Le respect de ces valeurs maximales d'émergence sonore dans les zones à émergence réglementée (ZER) se traduit dans le cas présent par des valeurs maximales du niveau sonore à l'émission en limite du périmètre de la carrière reprises sous la forme du tableau suivant :</p> <p>Niveau sonore maximal admissible :</p> <p>.s en limite de la carrière De 07h00 à 22h00 De 6 h30 à 7h00 60 dB(A) sous réserve de BELLEVUE 50 dB(A) respecter les émergences du tableau ci-dessus MERQUELANDE 43 dB(A) 43 dB(A) 60 dB(A)} sous réserve de LE GRAVIER 44 dB(A) respecter les émergences du tableau ci-dessus</p> <p>4.7.3- Les plages horaires normales de fonctionnement du site sont de 6H30 à 21H30 du lundi au vendredi, hors jours fériés.</p> <p>4.7.4- Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans au niveau des habitations les plus exposées, pendant les périodes d'activité. Les mesures sont représentatives de toutes les activités présentes sur le site (déroctage, pelle hydraulique, foration éventuelle, transport, installation de concassage-criblage).</p>
Constats : <p>Le rapport de mesure du 17/07/2024 a été présenté lors de l'inspection.</p> <p>Toutes les mesures étaient conformes. L'exploitant indique que les prochaines mesures seront réalisées en 2027.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Tirs de mine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.10
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mine
Prescription contrôlée : 4.10.1 - Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. Le plan de tir établi et validé par l'exploitant, est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. 4.10.2- L'abattage des masses rocheuses est réalisé à l'aide d'explosifs, sous réserve du respect de la législation relative à l'emploi de ces produits, et notamment, du titre Explosifs du règlement général des industries extractives. 4.10.3 - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. 4.10.4 - La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants : Bande de fréquence centrée sur [Hz] : 1 5 30 80 Facteur de pondération du signal : 5 1 1 3/8 4.10.5- Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant 125 dB linéaires au niveau des habitations les plus exposées. 4.10.6 - Une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique au niveau des habitations les plus exposées est réalisée lors de chaque tir par un organisme compétent ou une personne compétente choisie en accord avec l'inspection des installations classées. Le résultat des mesures sera communiqué à l'inspection avec le plan de tir associé. 4.10.7 - Avant chaque tir, l'exploitant prévient le voisinage à l'aide d'un signal sonore. Une procédure interne, à cette fin, est mise en place par l'exploitant et appliquée scrupuleusement.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports concernant les derniers tirs. Ainsi, les résultats des mesures de janvier 2025 ont été consultés. Ils étaient conformes, la valeur maximale relevée étant de 1,23 mm/s. Un point de mesure a été ajouté à l'ouest suite à la commission de suivi du site de 2024. En effet, un riverain s'est porté volontaire pour accueillir un sismographe sur son terrain.
Type de suites proposées : Sans suite